



**APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
N° 02/AUKSS/2023**

**LA REALISATION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU SIEGE DE
L'AGENCE URBAINE KENITRA-SIDI KACEM-SIDI SLIMANE**

-Lot unique -

REGLEMENT DE CONSULTATION



Appel d'offres ouvert conformément au règlement du 27 mai 2014 relatif aux marchés publics de l'Agence Urbaine de Kénitra-Sidi Kacem-Sidi Slimane notamment l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17.

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

Le présent règlement de la consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix N°02 /AUKSS/2023 ayant pour objet la réalisation des travaux de construction du siège de l'Agence Urbaine Kénitra-Sidi Kacem Sidi Slimane.

Il a pour objet de déterminer les conditions de présentation des offres et les modalités d'attribution du marché issu du présent appel d'offres.

A ce titre, le présent règlement de consultation a pour objet de fixer :

- 1) La liste des pièces à fournir par les concurrents ;
- 2) Les critères d'admissibilité des concurrents et d'attribution du marché.

Il est établi en vertu des dispositions de l'article 18 du règlement relatif aux marchés publics de l'Agence Urbaine Kénitra-Sidi Kacem Sidi Slimane tel qu'il a été complété et modifié en date du 27 Mai 2014.

Les prescriptions du présent règlement de consultation ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le règlement précité. Toute disposition contraire au règlement précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions du règlement précité.

ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS

Le présent appel d'offres ouvert sur offres de prix concerne un marché lancé en lot unique.

ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE ET MAITRE D'OEUVRE

Le Maître d'Ouvrage du marché issu du présent appel d'offres est l'Agence Urbaine Kénitra-Sidi Kacem Sidi Slimane, représentée par sa Directrice.

La réalisation des études et suivi des travaux relatifs à la construction du nouveau siège de l'Agence Urbaine de Kénitra est pilotée et coordonnée par l'Architecte contractuel en charge du projet, le BET en coordination avec une équipe interne de l'Agence Urbaine de Kénitra-Sidi Kacem-Sidi Slimane.

ARTICLE 4 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du règlement précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- a. La copie de l'avis d'appel d'offres ;
- b. Le cahier des prescriptions spéciales, dûment signé et paraphé, qui comprend :
 - Clauses générales administratives et financières ;
 - Clauses techniques et devis descriptifs ;
- c. Le modèle de l'acte d'engagement du marché des travaux (voir modèle annexe 1 du présent RC) ;
- d. Le modèle du bordereau des prix-détail estimatif ;
- e. Le modèle de déclaration sur l'honneur (voir modèle en annexe 2 du présent RC) ;
- f. Le plan autorisé et le plan coté ;
- g. La charte Chantier Vert (CCV) dûment signé et paraphé (voir dossier additif) ;
- h. Le présent règlement de consultation dûment signé et paraphé ;

ARTICLE 5 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du règlement précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du présent appel d'offres.

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les



concurrents ayant retiré ledit dossier.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres, ce report sera publié conformément aux dispositions de l'article 19 du règlement précité.

ARTICLE 6 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement précité et à l'arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances n° 1982-21 du 9 Joumada I 1443 (14 Décembre 2021) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires notamment son article 41, qui stipule les dispositions relatives à l'obligation de dépôt et de retrait des plis et des offres des concurrents par voie électronique et à la dématérialisation des garanties pécuniaires.

Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le Portail Marocain des marchés publics www.marchespublics.gov.ma ou sur le site www.auks.ma

ARTICLE 7 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 22 du Règlement relatif aux marchés publics de l'Agence Urbaine de Kénitra-Sidi Kacem-Sidi Slimane, tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (07) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Les éclaircissements ou renseignements, fournis par le maître d'ouvrage doivent être communiqués au demandeur et aux autres concurrents dans les sept (07) jours suivant la date de réception de la demande d'information ou d'éclaircissement du concurrent. Toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, la réponse doit intervenir au plus tard trois (03) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 8 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du Règlement relatif aux marchés publics de l'Agence Urbaine Kénitra-Sidi Kacem-Sidi Slimane :

1. Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières nécessaires à la réalisation des travaux objet du présent appel d'offres ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ;
- Sont affiliés à la CNSS ou à un régime particulier de prévoyance sociale et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès des organismes.

2. Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;



- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 142 du règlement précité ;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation des marchés.

ARTICLE 9 : VISITE DES LIEUX

Compte tenu de la configuration du terrain, une visite des lieux est prévue le 29/08/2023 à 10h00 du matin au siège de l'Agence Urbaine Kénitra-Sidi Kacem-Sidi Slimane. Une attestation sera remise aux concurrents lors de la visite des lieux et sera publiée sur le Portail Marocain des Marchés Publics.

ARTICLE 10 : LISTE DES PIECES JUSTIFICATIVES A FOURNIR PAR LES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 25 du Règlement précité et pour la justification des capacités et des qualités, chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif, un dossier technique et un dossier additif. Chaque dossier peut être accompagné d'un état des pièces qui le constituent.

A/ DOSSIER ADMINISTRATIF COMPRENANT :

1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a. une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, qui doit comporter les mentions, indications et engagements prévus à l'article 26 du Règlement précité.
- b. Le cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant. En cas de groupements, présenter une copie légalisée de la convention constitutive du groupement tel que prévue à l'article 140 du règlement précité. **La caution provisoire ou l'attestation personnelle et solidaire doivent être constituées et effectuées par voie électronique conformément à l'arrêté de la MEF N°1982-21 du 9 jourmada I 1443 (14 Décembre 2021) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires.**

NB :

- Les cautions personnelles et solidaires doivent être choisies parmi les établissements agréés à cet effet par le ministre chargé des finances marocain. Pour les candidats étrangers, ces cautions personnelles et solidaires doivent être avalisées par une banque marocaine.
- Les pièces **a** et **b** ne doivent exprimer aucune restriction ou réserve sous peine d'être rejetées par la commission d'appel d'offres.

2- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du règlement précité :

- a. La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent conformément aux dispositions de l'article 25 du règlement précité. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - s'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - s'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.



- b. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.
- c. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la CNSS certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 précité, ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 Juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme ;

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d. Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;

Pour les concurrents non installés au Maroc : L'équivalent des attestations visées aux paragraphes b), c) et d) ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits ou par une déclaration sur l'honneur dûment certifiée par les autorités compétentes du pays d'origine attestant l'impossibilité de produire l'ensemble ou une partie des documents précités.

Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

1. Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et additif le cas échéant et en plus des pièces prévues à l'alinéa 1) du paragraphe A ci-dessus, une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché.
2. S'il est retenu pour être attributaire du marché :
 - a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 8 ci-dessus. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
 - b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 8 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.



B/ DOSSIER TECHNIQUE COMPRENANT :

a-Certificat de qualification et de classification :

a.1- Pour les concurrents installés au Maroc

Conformément aux dispositions du Décret n° 2.94.223 du 16 juin 1994 relatif à la qualification et la classification des entreprises de bâtiment et de travaux publics et les textes le modifiant ou le complétant, il est exigé des concurrents, la production de la copie légalisée du certificat de qualification et de classification dans les secteurs, classes et qualifications suivants :

SECTEUR	CLASSE MINIMALE	QUALIFICATIONS EXIGÉES
A : Construction	Classe 2	A1 et A2

a.2- Pour les concurrents non installés au Maroc, il est exigé la production des documents suivants.

- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé et la qualité de sa participation ;
- Les originaux ou copies certifiées conformes à l'original des attestations délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art des prestations analogues à celles, objet du présent appel d'offres. Chaque attestation devra préciser notamment la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire. Le soumissionnaire doit fournir au moins deux attestations datées de moins de 4 ans dont le montant et les prestations sont similaires au montant des travaux du présent marché.

C/ DOSSIER ADDITIF :

La charte « chantier vert » dûment signé et paraphé par le concurrent. Elle est considérée comme une pièce constitutive du dossier additif.

Motifs d'écartement à ce stade :

1. Tout concurrent dont le dossier administratif est incomplet ;
2. Toute entreprise marocaine n'ayant pas le certificat de qualification et de classification dans le secteur, classe et qualification demandés ;
3. Toute entreprise non installée au Maroc dispensée du certificat de qualification et classification n'ayant pas présenté au moins deux attestations datées de moins de 4 ans dont le montant et les prestations sont similaires au montant et à la nature des travaux objet du présent appel d'offres.

D/ OFFRE FINANCIERE :

Conformément à l'article 27 du règlement précité, l'offre financière doit comprendre :

- a) **L'acte d'engagement** par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues au cahier des Prescriptions Spéciales et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même marché.



Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du règlement précité, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

b) Le bordereau des prix détail estimatif, établis par le maître d'ouvrage et figurant dans le dossier d'appel d'offres.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Les prix unitaires du bordereau des prix-détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 11: CONTENU ET PRÉSENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

1 : CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS :

Conformément aux dispositions des articles 25, 27 du règlement précité, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

- Un dossier administratif précité ;
- Un dossier technique précité ;
- Un dossier additif ;
- Une Offre financière.

2 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS :

Conformément aux dispositions de l'article 29 du règlement précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté, fermé portant les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du concurrent
- L'objet du marché,
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis,
- **L'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance d'examen des offres ».**

Ce pli contient **deux** enveloppes :

- **La première enveloppe** : Contient le dossier administratif, le dossier technique, et le dossier additif. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention « **Dossiers administratif, technique et additif** ».
- **La deuxième enveloppe** : Contient l'offre financière du concurrent. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention « **Offre financière** ».

ARTICLE 12 : LANGUE DE PRESENTATION DES DOSSIERS- MONNAIE

Tous les documents relatifs à la réponse au présent dossier et tous les textes, mémoires ou note relatifs à l'exécution du marché seront rédigés en langue française.

Les prix de l'offre doivent être formulés et exprimés en Dirhams marocain.

Pour les concurrents non installés au Maroc et pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en Dirham Marocain. Cette conversion s'effectue sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur, donné par Bank Al Maghreb, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

ARTICLE 13 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS



Conformément aux dispositions de l'article 31 du règlement précité et suite à l'arrêté du ministère de l'Economie et des Finances n° 1982-21 du 9 Joumada I 1443 (14 Décembre 2021) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires notamment son article 41, qui stipule les dispositions relatives à **l'obligation de dépôt et de retrait des plis et des offres des concurrents par voie électronique et à la dématérialisation des garanties pécuniaires.**

ARTICLE 14 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze jours (75), à compter de la date d'ouverture des plis conformément à l'article 136 du règlement précité.

Si dans ce délai, le choix de l'attributaire ne peut être arrêté, le maître d'ouvrage pourra proposer, par lettre recommandée avec accusé de réception, de prolonger le délai de validité de leurs offres. Seuls les concurrents qui auront donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage avant la date fixé par ce dernier resteront engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 15: CRITÈRES D'APPRÉCIATION DES CAPACITES TECHNIQUES, JURIDIQUE ET FINANCIERES DES CONCURRENTS

L'ouverture, l'examen des offres et l'appréciation des capacités des soumissionnaires s'effectuent Conformément aux dispositions des articles 35,36,39 et 40 du règlement relatif aux marchés publics de l'Agence Urbaine Kénitra-Sidi Kacem Sidi Slimane. La commission apprécie les capacités techniques, juridiques et financières des concurrents en fonction des éléments et documents contenus dans le dossier de chaque concurrent.

Les concurrents non installés au Maroc doivent justifier avoir réalisés et mené à bien **au moins deux projets** de nature, d'importance et complexité similaire à celui objet du présent appel d'offres.

- EVALUATION DE L'OFFRE FINANCIERE :

Les offres financières des concurrents retenus à l'issu de l'examen des dossiers administratifs, techniques, et additifs seront examinées par la commission conformément aux dispositions du règlement précité.

Les offres seront jugées sur la base des offres financières proposées, sous réserve des vérifications en vigueur.

L'offre qui sera jugée la plus avantageuse sera l'offre financière la moins disante.

ARTICLE 16 : PRÉFÉRENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE

Conformément à l'article 138 du règlement précité, une préférence est accordée aux offres présentées par les entreprises nationales.

Dans ce cas les montants des offres présentées par les entreprises étrangères seront majorés d'un pourcentage de quinze pour cent (15%).

En cas de groupement comprenant des entreprises nationales et étrangères soumissionnant au présent appel d'offres, la majoration visée ci-dessus appliquée sera équivalente à la part des entreprises étrangères dans le montant de l'offre du groupement.

ARTICLE 17 : RESULTAT DEFINITIF DE L'APPEL D'OFFRES



1- Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire du marché, issu du présent appel d'offres, de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine. Cette lettre doit lui être adressée dans un délai qui ne peut dépasser cinq (05) jours à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction, par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette lettre est accompagnée des pièces de leurs dossiers.

Les éléments ayant été à l'origine de l'élimination des concurrents sont conservés par le maître d'ouvrage pendant un délai de cinq ans au minimum, à l'exception de l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou de l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu qui sont restitués dans un délai de cinq (5) jours.

2- Aucun concurrent ne peut prétendre à indemnité si son offre n'a pas été acceptée.

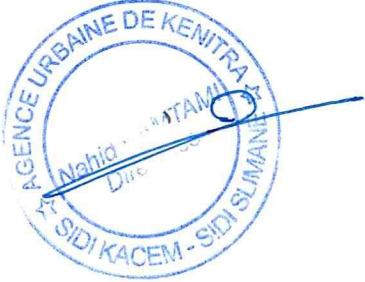
3- Le choix arrêté par la commission d'appel d'offres ne peut être modifié par l'autorité compétente.

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX N°02/AUKSS/2023

Relatif A

LA REALISATION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'AGENCE URBAINE KENITRA-SIDI KACEM-SIDI SLIMANE

-Lot unique -

Le Maître d'Ouvrage	Le Concurrent (Plus la mention lu et accepté manuscrite)
	

Annexe 1

MODELE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

A – Partie réservée à l'Agence Urbaine Kénitra-Sidi Kacem-Sidi Slimane

Appel d'offres ouvert sur offres des prix n°02 /AUKSS/2022 relatif à la réalisation des travaux de construction du siège de l'Agence Urbaine Kénitra-Sidi Kacem –Sidi Slimane.

Passé en application de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du règlement des marchés des agences urbaine entré en vigueur à compter du 27 mai 2014.

B – Partie réservée au concurrent

a- Pour les personnes physiques

Je (1), soussigné:..... (Prénom, nom et qualité)

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte (1)

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS sous le n°..... (2)

Inscrit au registre du commerce de.....(Localité) sous le n°..... (2)

N° de patente..... (2)

b- Pour les personnes morales

Je (1) , soussigné: (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

Agissant au nom et pour le compte de : (Raison sociale et forme juridique de la société)

Au capital de :

Adresse du siège social de la société :

Adresse du domicile élu:

Affiliée à la CNSS sous le n°..... (2) et (3)

Inscrite au registre de commerce (Localité) sous le n°..... (2) et (3)

N° de patente..... (2) et (3)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés:

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations:



1- remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix et/ou la décomposition du montant global établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres.

2- m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir (4) et (5) :

Montant hors T.V.A.: (en lettres et en chiffres)

Taux de la T.V.A : (en pourcentage)

Montant de la T.V.A : (en lettres et en chiffres)

Montant T.V.A comprise. : (en lettres et en chiffres)

L'Agence se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte n° (à la trésorerie générale, bancaire ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la Société) à

(Localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB)
numéro.....

Fait à le

(Signature et cachet du concurrent)

(1) lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent : a) mettre : « Nous, soussignés nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes)

b) ajouter l'alinéa suivant : « désignons, (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».

c) préciser la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser pour le groupement conjoint et éventuellement pour le groupement solidaire.

(2) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

(3) ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.



Annexe 2

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Mode de passation : Appel d'offres ouvert sur offres des prix

Objet du marché : Appel d'offres ouvert sur offres des prix n° 02/AUKSS/2022 relatif à la réalisation des travaux de construction du siège de l'Agence Urbaine Kénitra-Sidi Kacem –Sidi Slimane.

A - Pour les personnes physiques

Je, soussigné: (nom, prénom et qualité)

Numéro de téléphonenuméro du fax.....

Adresse électronique :

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS sous le n°(1)

Inscrit au registre de commerce (Localité) sous le n°(1)

N° de patente.....(1)

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR.....(RIB)

B- Pour les personnes morales

Je, soussigné:(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

Numéro de téléphone :

Numéro du fax :

Adresse électronique

Agissant au nom et pour le compte de : (raison sociale et forme juridique de la société)

Au capital de:

Adresse du siège social de la société

Adresse du domicile élu:

Affiliée à la CNSS sous le n° (1)

Inscrite au registre de commerce (Localité) sous le n° (1)

N° de patente..... (1)

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR..... (RIB)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

Déclare sur l'honneur:

1. m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;



2. que je remplie les conditions prévues à l'article 24 du règlement des marchés publics des Agences Urbaines
3. Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (**à supprimer dans le cas contraire**) ;
4. m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du règlement des marchés publics des Agences Urbaines;
 - que celle-ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maitres d'ouvrage a prévues dans ledit cahier ;
5. m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché ;
6. m'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché ;
7. atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 168 du règlement précité .
8. je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature ;
9. je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par les articles 138 et 159 du règlement précité, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à le

Signature et cachet du concurrent

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

